



# Nous ne paierons pas leur dette !

**Après vingt ans de baisses d'impôts pour les riches qui ont creusé les déficits, la crise financière a provoqué l'explosion des dettes publiques. Maintenant, les gouvernements et les financiers veulent imposer l'austérité pour que ces dettes soient honorées. Mais pour nous, les urgences sociales et écologiques doivent passer avant le remboursement de la dette. C'est l'enjeu social et démocratique majeur des années à venir.**

**D**epuis 2009, la dette publique est devenue, avec les matières premières et agricoles, le terrain de jeu favori des spéculateurs. Le G20, présidé par Nicolas Sarkozy, ne fait qu'aligner des vœux pieux de régulation, sans aucune mesure concrète pour désarmer les marchés financiers. Après les loyers, ce sont les prix des aliments, du gaz, de l'essence, qui flambent, la spéculation financière aggravant la tendance due à l'épuisement de certaines ressources.

Dans cette situation il faudrait revaloriser d'urgence les bas salaires et les prestations, garantir le droit à l'énergie, au logement, à une consommation durable. Il faudrait débloquer d'énormes investissements publics pour la construction et l'isolation des logements, la sortie du nucléaire, les énergies renouvelables, les transports collectifs...

Au contraire, les agences de notation financière, avec la Commission européenne et le FMI, poussent les gouvernements à des plans d'austérité de plus en plus sévères. Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, France... Même la dette des USA est aujourd'hui dans le collimateur des requins de la finance, qui exigent d'Obama des coupes drastiques dans le budget fédéral.

## **L'Europe doit dire non à la dictature de la finance**

La Commission et les gouvernements européens veulent imposer un « pacte pour l'euro » qui va encore aggraver la répression budgétaire et salariale, et enfoncer l'Europe dans la récession. Partout en Europe, comme ce 1er mai, la résistance sociale s'affirme, des luttes se développent. Le 8 juin, le Parlement européen va voter sur ces réformes. Nous exigeons de nos élus qu'ils refusent ces purges injustes et inutiles qui servent les seuls intérêts des rentiers. En mars dernier le Parlement européen a voté en faveur d'une taxe sur les transactions financières : il doit maintenant engager la rupture avec les exigences de l'industrie financière. Il faudra réformer les traités, pour libérer les États des griffes de la finance, et autoriser la Banque centrale européenne à les financer directement. Il faut aussi préparer la restructuration des dettes publiques aujourd'hui insoutenables pouvant aller jusqu'à leur annulation au moins partielle.

*Attac France et les Attac d'Europe lancent une grande initiative sur internet pour permettre à chacun et chacune d'interpeller son député européen sur le vote qui aura lieu le 8 juin. Nous vous invitons à aller sur le site <http://www.france.attac.org/une-autre-europe-est-possible>, pour vous informer et utiliser les formulaires en ligne. Attac France s'adressera aussi aux élus nationaux et locaux ainsi qu'aux partis, afin que nous puissions toutes et tous exercer le maximum de pression sur les décisions le 8 juin et après.*

## **La dette publique est largement illégitime**

Ce ne sont pas les dépenses sociales qui ont creusé les dettes publiques, mais les baisses d'impôts pour les riches, le renflouement des banques et la crise financière<sup>1</sup>. Nous demandons la réalisation d'un audit citoyen pour déterminer comment la dette publique s'est accumulée depuis 20 ans, et qui possède aujourd'hui les titres. Une large partie de cette dette est détenue par des fonds spéculatifs et des investisseurs milliardaires qui devront assumer des pertes. Les contribuables français ne peuvent pas continuer à verser 50 milliards d'euros chaque année pour les seuls intérêts de la dette. Presque autant que le budget de l'Éducation nationale ; de quoi créer 1 million d'emplois !

## **En France il faut un référendum !**

Les classes dominantes ne veulent surtout pas demander son avis à la population. On les comprend : comment espérer légitimer des politiques aussi injustifiables ? Les gouvernements préfèrent s'appuyer sur des Parlements dominés par la droite ou, comme en Grèce ou en Espagne, par des sociaux-libéraux. Mais faire voter ces réformes ultralibérales par des majorités aux ordres serait un nouveau et gravissime déni de démocratie. Cela aurait de lourdes conséquences au moment où l'extrême-droite monte partout en Europe. Il faut exiger de Nicolas Sarkozy qu'il organise un référendum pour que le peuple puisse se prononcer sur la réforme du pacte de stabilité et du traité de Lisbonne.

1. Voir le nouveau livre d'Attac, « Le piège de la dette publique. Comment s'en sortir », Editions Les liens qui libèrent.